

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

De nouvelles orientations pour relancer l'économie

LES rencontres que la délégation gabonaise a eues avec les représentants du Fonds monétaire international et ceux de la Banque mondiale ont permis d'examiner différents projets et d'identifier les marges d'évolution, afin d'assurer une meilleure efficacité dans leur mise en œuvre.



Photo: DR

Les experts de l'économie et des finances et du FMI en pleins travaux.

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

Au terme de 7 jours d'échanges avec les partenaires techniques et financiers, la mission de la délégation gabonaise aux assises des Assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI)

et de la Banque mondiale à Washington D.C. (États-Unis), a pris fin le 20 octobre. En marge des réunions statutaires, la délégation conduite par le ministre des Finances, Roger Owono Mba, a eu des échanges bilatéraux avec les responsables des institutions de Bretton Woods.

Les rencontres avec les repré-

sentants du Fonds monétaire international et ceux de la Banque mondiale ont permis aux parties d'examiner l'ensemble des projets et d'identifier les marges d'évolution, afin d'assurer une meilleure efficacité dans leur mise en œuvre. Dans le cadre des discussions avec la Banque mondiale, la partie gabonaise a mis un accent par-

ticulier sur la simplification des procédures de décaissement de fonds, et la hausse de certains plafonds pour accroître les effets positifs des projets sur les populations. Particulièrement sur le volet de la formation professionnelle, les deux parties se sont accordées sur l'intérêt de cibler les formations qui cadrent avec les besoins actuels de l'économie gabonaise. S'agissant du FMI, les deux délégations ont poursuivi les échanges au titre des quatrième et cinquième revues du programme triennal. Le ministre Owono Mba a réaffirmé la volonté de renforcer la réflexion en faveur d'une meilleure identification des niches fiscales et la nécessité d'orienter la coopération vers la relance économique, en misant notamment sur la diversification.

gations ont poursuivi les échanges au titre des quatrième et cinquième revues du programme triennal. Le ministre Owono Mba a réaffirmé la volonté de renforcer la réflexion en faveur d'une meilleure identification des niches fiscales et la nécessité d'orienter la coopération vers la relance économique, en misant notamment sur la diversification.

Roaming : le Gabon pionnier

LORS des prochaines rencontres régionales, le Gabon devrait encourager les autres pays à rejoindre cette louable initiative.



Photo: DR/L'Union

Le ministre gabonais de la Communication et de l'Economie Numérique, Rigobert Ikambouyat Ndeka, et son homologue congolais Léon Juste Ibombo.

MSM
Libreville/Gabon

Avec la signature du protocole d'accord de "roaming" entre le Gabon et le Congo, les deux pays concrétisent aujourd'hui une "vieille" ambition des chefs d'État. En effet, depuis 2016, les chefs d'État membres de l'Alliance Smart Africa, regroupant 29 pays d'Afrique, ont instruit les ministres en charge des TIC et les autorités nationales de régulation d'étendre l'initiative de "Free roaming", réussie en Afrique de l'Est, à tous les pays membres de

l'Alliance.

Le président du Conseil de régulation de l'Arcep, Lin Mombo, également président du Conseil africain des régulateurs de Smart Africa, souhaite vivement que la première expérience de Free roaming entre le Gabon et le Congo soit généralisée à tous les pays de la zone Cemac. Selon lui, "L'Afrique centrale est prête, et il ne faut plus attendre, et faire attendre nos chefs d'État qui ont donné des instructions fermes et précises".

Lors des prochaines rencontres régionales, le Gabon devrait encourager les autres pays à rejoindre cette louable initiative.

Plus de contrôle dans les revenus des industries extractives

Georges-Maixent NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

Les recettes issues de l'exploitation des ressources minières et pétrolières n'impactent pas de manière significative le développement économique et social des pays africains. C'est ce qui ressort, de façon générale, de l'atelier de dissémination des rapports d'audit des contrats et revenus issus du secteur des industries extractives, qui a eu lieu à Yaoundé en juin dernier. Une rencontre à laquelle a pris part le premier président de la Cour des comptes du Gabon, Gilbert Ngoulakia. Cette situation ainsi relevée se justifie dans le fait que les secteurs minier et pétrolier restent faiblement couverts par les travaux d'audit des Institutions supérieures de contrôle (ISC). Les pays africains gagneraient donc



Photo: Wilfred MBINAH/L'Union

Le premier président de la Cour des comptes, Gilbert Ngoulakia.

à rendre plus fluide la gestion des revenus issus des industries extractives.

Entre juin et septembre 2019, la Cour des comptes a effectué une série de missions à l'extérieur du pays, dont les différents comptes rendus viennent d'être livrés au public par le président

de chambre, Alex Moutsiangou. C'est ainsi qu'on apprend que le premier président de cette institution de contrôle avait aussi pris part en Russie, du 23 au 27 septembre 2019, à la 72e réunion du Comité directeur de l'Intosai, puis au 23e Congrès international des institutions supérieures des finances publiques (Incosai). Le rôle des institutions supérieures de contrôle dans l'audit des technologies de l'information et dans l'atteinte des priorités et des objectifs nationaux, y compris les Objectifs de développement durable (ODD), était au centre des échanges de ces rendez-vous. Au sujet des ODD, Gilbert Ngoulakia et sa délégation avaient présenté, le 22 juillet, les avancées et les faiblesses du Gabon dans la mise en œuvre de l'agenda 2030 des Nations Unies à New-York.